

L'Office des étrangers agacé par les interventions politiques

ASILE Chaque semaine, des politiques s'enquêtent de dossiers. Francken veut que cela cesse. Michel saisit le comité de concertation

C'est *Het Laatste Nieuws* qui le révélait jeudi : des responsables politiques écrivent ou téléphonent régulièrement à l'Office des étrangers pour s'enquérir de l'état d'avancement d'un dossier de demande d'asile, de régularisation médicale, de permis de séjour ou de visa, ou pour demander de l'*« examiner avec attention »*.

André Flahaut (ministre de la Communauté française), Laurette Onkelinx (chef de groupe à la Chambre), Ahmed Laaouej (député), Emir Kir (député-bourgmestre de Saint-Josse) et André Frédéric (député), tous PS, sont ainsi épinglés pour avoir écrit ces dernières semaines à l'Office ou à son directeur général, Freddy Roosemont – jusqu'à quatre lettres en un jour, mais pour la même famille, dans le cas de Laaouej. Citée aussi : la députée CD&V Nahima Lanjri, qui a appelé un fonctionnaire sur son GSM.

Voilà qui agace le directeur général de l'Office, comme le secrétaire d'Etat à l'Asile, Theo Francken (N-VA). *« Certains politiques pensent apparemment toujours que l'apparition de leur nom dans un dossier suffit à faire pencher la balance, alors que, dans la pratique, cela génère un travail supplémentaire et inutile »*, regrette ainsi Freddy Roosemont – la demande est en effet chaque fois jointe au dossier et reçoit un accusé de réception. Outre que certains fonctionnaires ressentent cela comme une pression ou une intimidation.

« Ce genre d'intervention n'est pas loin

de l'abus de pouvoir et constitue un grave problème déontologique, surtout lorsque la demande émane d'un ministre en fonction, renchérit Theo Francken. Les politiques doivent laisser mon administration tranquille. » Il a dès lors averti le Premier ministre. Interrogé au Parlement, jeudi, par la députée N-VA Sarah Smeyers, Charles Michel a déclaré que *« ces pratiques sont totalement inacceptables et constituent une sorte de clientélisme. On ne peut accepter le principe d'influencer quelque dossier que ce soit. Il faut des règles déontologiques pour les ministres »* (il en existe déjà pour les parlementaires). Il mettra ce point à l'ordre du jour du prochain comité de concertation Etat fédéral-entités fédérées.

Le directeur général de l'Office reconnaît toutefois que le nombre d'interventions politiques est en baisse, *« certainement du côté flamand, cela a fortement diminué ces dernières années »*. Les politiques francophones seraient-ils plus interventionnistes ? La porte-parole de l'Office, Dominique Ernould, dément : *« Il y a des interventions ou des demandes d'éclaircissement de toutes les couleurs politiques et de tous les rôles linguistiques. »* L'Office ne dispose pas de chiffres, les demandes arrivant dans différents services. Mais il s'agit de plusieurs demandes par semaine, assure la porte-parole, sans qu'un parti ou un camp linguistique ne sorte du lot.

Une chose est sûre : *« Ces interventions, qui demandent souvent où en est un dossier ou pourquoi il a été recalé, ne*

modifient en rien le traitement dudit dossier, qui n'est pas mis en haut de la pile et ne reçoit pas pour cela une réponse favorable, affirme Dominique Ernould. Elles sont donc totalement inutiles. »

Quoi qu'il en soit, Laurette Onkelinx et André Flahaut assument. *« Face à quelqu'un qui souffre, évidemment que je ne reste pas immobile et que j'interpelle les pouvoirs publics compétents. J'en suis fière ! C'est ne pas bouger qui serait honteux »*, a tweeté la première.

Le second réagit d'abord en s'en prenant aux *« donneurs de leçon »* et à ceux qui ont lancé l'attaque – suivez son regard vers la N-VA et Theo Francken : *« Il fallait trouver un socialiste wallon à bonne bouille et une socialiste bruxelloise qui les ennuie pour viser une CD&V d'Anvers, M^{me} Lanjri. Le secrétaire d'Etat écoute la voix de son maître [Bart De Wever] et fait diversion car ils sont attaqués »* (allusion à la polémique sur le racisme, lire ci-dessus). Puis il se défend : *« Essayer de voir où un dossier reste calé fait partie du travail politique, qui est un travail de proximité. Je n'ai pas demandé à l'administration de faire aboutir un dossier, j'ai demandé à savoir où il en est. Il est normal de s'inquiéter pour des gens malades renvoyés chez eux. Je préfère être critiqué pour avoir dit ou fait quelque chose ou avoir été présent quelque part, que critiqué pour n'avoir rien dit ou fait ou avoir été absent. »* ■

MARTINE DUBUISSON